



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Peches-et-Oceans-plus-de-1-000-travailleurs-pourraient-perdre-leur-emploi-AFPC>

# **Pêches et Océans : plus de 1 000 travailleurs pourraient perdre leur emploi (AFPC)**

- Communiqués -



Date de mise en ligne : vendredi 18 mai 2012

---

**Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés**

---

### **Fermeture d'un centre de recherche et sauvetage en C.-B. ; fermeture de bureaux régionaux de la Garde côtière ; effritement de la capacité du MPO à protéger les pêches et les écosystèmes aquatiques.**

L'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) a confirmé que 598 de ses membres font partie des 1 072 travailleurs de Pêches et Océans ayant appris aujourd'hui qu'ils pourraient perdre leur emploi. On ne sait pas encore combien de travailleurs seront mis à pied ni combien de postes seront abolis.

\* Les chiffres : Ministères touchés et nombre de postes abolis

<http://www.pfac-afpc.org/federal-government-layoffs/numbers-f.shtml>

\* Suivez @afpcnat sur Twitter

\* Compressions au gouvernement fédéral

<http://www.pfac-afpc.org/federal-government-layoffs/index-f.shtml>

La Garde côtière est la plus durement touchée : 763 de ses employés, dont 460 membres de l'AFPC représentés par l'Union canadienne des employés des transports, ont reçu un tel avis.

« Le gouvernement célèbre en grande pompe le 50e anniversaire de la Garde côtière canadienne, mais il n'hésite pas à fermer des bureaux et à se départir de services de recherche et sauvetage », affirme Chris Aylward, vice-président exécutif national de l'AFPC.

Le gouvernement veut fermer la station Kitsilano de la Garde côtière, qui répond à des centaines d'appels d'urgence chaque année. Cette station est située à Vancouver, dans le plus grand port canadien, où la navigation de plaisance et commerciale et le trafic maritime sont très élevés.

« Il s'agit du troisième centre à fermer ses portes, après ceux de St. John's et de Québec, déclare Christine Collins, présidente nationale de l'Union canadienne des employés des transports. Comme les activités du centre seront fusionnées avec celles de la station Sea Island, à Richmond, le temps de réponse sera assurément plus long. Or, dans certains cas, c'est une question de vie ou de mort ».

Les bureaux régionaux de la Garde côtière canadienne passent de cinq à trois. Beaucoup d'avis ont été remis à des employés des services administratifs des régions de Sarnia, de Dartmouth, de la capitale nationale, de St. John's, de Québec et de Vancouver.

Quelque 25 travailleurs des équipages de navire font partie du personnel touché à Vancouver et à Québec. Selon Christine Collins, ce nombre ne tient pas compte des 100 autres membres des équipages de navire nommés pour une période déterminée qui perdront eux aussi leur emploi.

« Pour accumuler le nombre d'heures nécessaire pour devenir permanent, un membre d'équipage de navire doit travailler au moins cinq ans. Aujourd'hui, ces personnes qui attendent leur sécurité d'emploi depuis des années se retrouvent sans emploi », déclare Mme Collins d'un ton amer.

De plus, 138 membres représentés par le Syndicat des travailleurs de l'environnement (STE) ont reçu des avis aujourd'hui. Ces membres travaillent dans divers domaines : finances et administration, gestion des pêches et des écosystèmes, sciences (personnel technique qui appuie le travail des biologistes et des chimistes dans les éclosiers et les centres de recherche).

Chris Aylward sonne l'alarme : « le gouvernement réduit la capacité du MPO à protéger les pêches, les stocks de poissons et les écosystèmes aquatiques et, en même temps, il vide de sa substance la Loi sur les pêches ».

« L'employeur se garde bien de parler de l'impact sur les programmes et les services, déplore Todd Panas, président national du STE. Ces cachotteries sont inacceptables. Le gouvernement doit expliquer clairement les effets des compressions sur les services et les collectivités. »

Le gouvernement a informé le syndicat qu'il fermera les installations de la Région des lacs expérimentaux situées dans le nord-ouest de l'Ontario. Ouvert en 1968, ce pôle de recherche permettait aux scientifiques et aux biologistes de mener des études sur les eaux douces. Par ailleurs, il est possible que l'éclosier de Mersey, en Nouvelle-Écosse, ferme ses portes. Et le réseau de bibliothèques du MPO sera décimé : des 11 bibliothèques actuelles, il ne restera que deux succursales centrales et deux satellites.

Le ministère a aussi indiqué aux représentants syndicaux que le financement pour le Programme des observateurs en mer sera annulé, impliquant ainsi que l'industrie devra maintenant payer elle-même les observateurs sur les bateaux de pêche afin de vérifier que l'industrie respecte les quotas de pêche.

« C'est très inquiétant. On dirait que le gouvernement veut mettre fin à ses activités de surveillance alors que les stocks de poissons sont toujours menacés », affirme Todd Panas. À son avis, la fermeture de plusieurs bureaux régionaux, là où travaillent les agents des pêches chargés de la protection des poissons, touchera durement les pêcheurs.

« Le Ministère veut centraliser les services offerts par les agents des pêches, ce qui veut dire fermer des bureaux régionaux. Les agents se retrouveront à des milles des eaux qu'ils surveillent et des collectivités qu'ils servent », ajoute-t-il.

Ces compressions s'inscrivent dans le plan du gouvernement visant à sabrer 79,3 millions de dollars dans le budget de fonctionnement du MPO d'ici trois ans, ce qui représente 5,8 % de son budget évalué à 1,36 milliard de dollars.

Le STE et l'AFPC ont lancé le site Web [nospoissons.ca](http://nospoissons.ca). Leur objectif est de sensibiliser le public aux effets que les compressions budgétaires et la modification de la Loi sur les pêches entraîneront sur les pêches, les écosystèmes aquatiques et l'économie.

Depuis le dépôt du budget fédéral le 29 mars dernier, 13 000 membres de l'AFPC travaillant dans 41 ministères et agences ont été informés qu'ils pourraient perdre leur emploi.

Pour des mises à jour complètes sur le nombre d'employés touchés, les effets des compressions sur les services et les pertes d'emplois prévues par l'AFPC, consultez le [psac-afpc.com](http://psac-afpc.com) et suivez-nous sur Twitter (@psacnat).